



**ORIGINAL**

**Deloitte.**

Deloitte Touche Tohmatsu  
Immeuble LBS (Ex-GML)  
BP 4660  
Libreville  
Gabon  
NIF : 793742 T  
RCCM : 2001B001172  
Tel: +241 01 77 21 43 – 01 77 21 42  
Fax: + 241 01 74 41 92 – 01 76 08 27  
[www.deloitte.com](http://www.deloitte.com)

**AIRTEL MONEY, S.A.**

Société Anonyme avec Conseil d'Administration

B.P. 23 899

Libreville

République Gabonaise

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023





**ORIGINAL**

**Deloitte.**

Deloitte Touche Tohmatsu  
Immeuble LBS (Ex-GML)  
BP 4660  
Libreville  
Gabon  
NIF : 793742 T  
RCCM : 2001B001172  
Tel: +241 01 77 21 43 – 01 77 21 42  
Fax: + 241 01 74 41 92 – 01 76 08 27  
www.deloitte.com

**AIRTEL MONEY, S.A.**

Société Anonyme avec Conseil d'Administration

B.P. 23 899

Libreville

République Gabonaise

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Actionnaires de la société AIRTEL MONEY, S.A.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, sur :

- l'audit des états financiers annuels, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les autres informations et vérifications spécifiques prévues par la Loi.

**I. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

**1.1 Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société AIRTEL MONEY, S.A., comprenant le bilan faisant ressortir une situation nette au 31 décembre 2023 pour un montant de FCFA 15.366 millions, le compte de résultat faisant apparaître un résultat net bénéficiaire pour l'exercice 2023 s'élevant à FCFA 13.490 millions, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans les notes annexes.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables édictées la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et, en particulier le règlement COBAC R-98/01 relatif au Plan Comptable des Etablissements de Crédits (PCEC) en zone CEMAC.

## 1.2 Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA daté du 8 juin 2017, portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, et des règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## 1.3 Observation du Commissaire aux comptes

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-avant, nous attirons votre attention sur la note annexe n°1 aux états financiers annuels 2023, relative à l'impact du changement de référentiel comptable appliqué par la société Airtel Money S.A. à compter de l'exercice 2023.

## 1.4 Responsabilités de la direction et du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis par la Direction et arrêtés par le Conseil d'Administration le 29 avril 2024, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règlements édictés par la COBAC et aux dispositions et



principes généraux du Plan Comptable des Etablissements de Crédits (PCEC) en zone CEMAC en vigueur depuis juillet 1998, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer l'hypothèse de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à lui

## **1.5 Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels", en annexe du présent rapport.

## **II. AUTRES INFORMATIONS ET VERIFICATIONS SPECIFIQUES PREVUES PAR LA LOI**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration de la société. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et des autres informations et documents communiqués aux Actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est :

- d'une part, de procéder aux vérifications spécifiques prévues par la Loi, et ce faisant, de vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le

rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et de vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires ;

- d'autre part, de prendre connaissance des autres informations et, par conséquent, d'apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers annuels ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ainsi que sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration, et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les états financiers annuels.

Fait à Libreville, le 30 avril 2024

**Le Commissaire aux Comptes****Deloitte Touche Tohmatsu**

~~DELLOITTE TOUCHE TOHMATSU~~  
Tél. (241) 77 21 43 77 41 93  
Fax. (241) 77 41 92  
BP. 4600 - LIBREVILLE  
NIF 793 742 1

**Yves Parfait NGUEMA**

Associé

Expert-comptable agréé CEMAC

## ANNEXE 1 PORTANT SUR LES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

*Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.*

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (« ISA ») et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée :

- Nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes ;
- Nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- Nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la Direction Générale portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la Direction Générale lors de l'établissement des états financiers ;
- Nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- Nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;
- Nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes ;
- Nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la Direction Générale, le cas échéant, au Conseil d'Administration ;
- Nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la Direction Générale, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction Générale, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions, sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;
- Nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;

- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction Générale du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- Nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- Nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- Nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- Nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.



ACTIF AIRTEL MONEY SA	31/12/2023			31/12/2022
	Valeurs brutes	Prov & amort	valeurs nettes	valeurs nettes
<b>Immobilisations</b>	<b>5 256 901 588</b>	<b>3 471 817 854</b>	<b>1 785 083 734</b>	<b>2 100 111 477</b>
Immobilisations incorporelles	2 842 520 865	2 276 169 035	566 351 830	161 254 232
Terrains en exploitation bancaire	0	0	0	0
Terrains acquis en réalisation de garantie	0	0	0	0
Immeubles en exploitation bancaire	0	0	0	0
Immeubles acquis en réalisation de garantie	0	0	0	0
Immobilisations d'Exploitation	0	0	0	0
	0	0	0	0
	0	0	0	0
	0	0	0	0
	0	0	0	0
Immobilisations en location	0	0	0	0
Immobilisations en Crédit Bail	0	0	0	0
Immobilisations acquises en garantie	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	2 414 380 724	1 195 648 819	1 218 731 904	1 938 857 245
Immobilisations Incorporelles en cours	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
	0	0	0	0
<b>Valeurs Immobilisées</b>	<b>7 000 000</b>	<b>0</b>	<b>7 000 000</b>	<b>0</b>
Dépôts et cautionnements	7 000 000	0	7 000 000	0
Titres de participation	0	0	0	0
Titres de placement créance titrisée	0	0	0	0
Prêts et titres à souscription obligatoire	0	0	0	0
	0	0	0	0
<b>Engagements clientèle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Long Terme	0	0	0	0
Moyen terme	0	0	0	0
Court terme	0	0	0	0
Comptes débiteurs à vue	0	0	0	0
Autres sommes dues par la Clientèle	0	0	0	0
Créances impayées et immobilisées	0	0	0	0
Créances douteuses garantie de l'Etat	0	0	0	0
Créances douteuses avec suretés réelles	0	0	0	0
Créances douteuses sans sureté réelle	0	0	0	0
Créances douteuses crédit bail	0	0	0	0
Valeurs non imputées	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0
<b>Valeurs en recouvrement</b>				
<b>Réalisables à court terme</b>	<b>17 179 756 464</b>	<b>69 206 572</b>	<b>17 110 549 898</b>	<b>14 638 925 098</b>
Fournisseurs	2 289 011	0	2 289 011	1 013 917
Personnel	21 375 153	33 990	21 341 163	11 587 260
Etat	77 637 031	0	77 637 031	122 910 140
Comptes de régularisation	24 583 637	0	24 583 637	16 471 363
Comptes de liaison	0	0	0	0
Comptes d'ajustement devises	0	0	0	0
Débiteurs Divers	17 053 871 632	69 172 582	16 984 699 055	14 486 942 418
Créances en souffrance	0	0	0	0
<b>Trésorerie</b>	<b>46 423 062 095</b>	<b>44 872 919</b>	<b>46 378 189 176</b>	<b>40 033 327 348</b>
Titres de placement	0	0	0	0
Banque Centrale	0	0	0	0
Marché Monétaire	0	0	0	0
Autres valeurs reçues en pension	0	0	0	0
	0	0	0	0
Banques, à vue	46 103 626 669	44 872 919	46 058 753 750	39 791 969 760
Banques, prêts à terme	0	0	0	0
Banques, prêts à vue	0	0	0	0
Créances immobilisées	0	0	0	0
Caisse	319 435 426	0	319 435 426	241 357 588
Autres avoirs	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0
	0	0	0	0
<b>Total Actif</b>	<b>68 866 720 148</b>	<b>3 585 897 345</b>	<b>65 280 822 808</b>	<b>56 772 363 922</b>

<b>PASSIF AIRTEL MONEY SA</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Situation nette</b>	<b>15 366 311 620</b>	<b>12 875 909 014</b>
capital	500 000 000	500 000 000
réserves	100 000 000	100 000 000
Fonds d'affectation	0	0
Provision pour risques bancaires généraux	0	0
Provisions spéciales et réglementées	0	0
Fonds de garantie mutuels	0	0
Dettes subordonnées et comptes bloqués	0	0
Report à nouveau CT	1 275 909 014	2 101 200 770
Report à nouveau DT	0	0
Résultat net de l'exercice	<b>13 490 402 606</b>	<b>10 174 708 244</b>
Dégrèvement sur exercice antérieur	0	0
Actionnaires capital appelé non versé	0	0
Provision pour risques et charges	0	0
Provision pour risque non perception des loyers crédit bail	0	0
<b>Dettes à Long et Moyen Terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts à Long Terme	0	0
Emprunts à Moyen Terme	0	0
Dettes rattachées	0	0
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>40 458 910 925</b>	<b>35 918 779 745</b>
régime spécial	0	0
dépôts à terme	0	0
créditeurs à vue	0	0
autres comptes créditeurs	40 458 910 925	35 918 779 745
dettes rattachées	0	0
<b>Comptes d'encaissement</b>		
<b>Comptes de tiers</b>	<b>9 455 600 264</b>	<b>7 977 675 164</b>
Fournisseur	102 042 690	304 728 598
Personnel	1	
Etat	5 858 876 738	4 276 399 895
Comptes de régularisation	2 273 512 640	1 601 544 340
Comptes de liaison	0	0
Comptes d'ajustement devises	0	0
Créditeurs divers	1 221 168 196	1 795 002 330
Actionnaires	0	
<b>Trésorerie</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>
Banques, à terme	0	0
Banques, à vue	0	0
dettes rattachées	-1	0
<b>Total Passif</b>	<b>65 280 822 808</b>	<b>56 772 363 923</b>

COMPTES D'EXPLOITATION - PRODUITS (AIRTEL MONEY GABON)		
Libellés poste	31/12/2023	31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>36 796 782 791</b>	<b>32 257 823 767</b>
<b>Produits des opérations de trésorerie et interbancaires</b>	<b>601 873 254</b>	<b>35 019 059</b>
Intérêts sur opérations du marché monétaire	-	-
Intérêts sur autres valeurs reçues en pension	-	-
Intérêts sur prêts et comptes à terme	-	-
Intérêts sur prêts au jour le jour	-	-
Intérêts sur comptes à vue	601 873 254	35 019 059
Commissions sur opérations de trésorerie et interbancaires	-	-
<b>Produits des opérations avec la clientèle</b>	<b>36 170 075 365</b>	<b>32 225 442 826</b>
Intérêts sur les crédits à long terme	-	-
Intérêts sur les crédits à moyen terme	-	-
Intérêts sur les crédits à court terme	-	-
Intérêts sur les comptes débiteurs	-	-
Commissions sur opérations avec la clientèle	36 170 075 365	32 225 442 826
Autres produits	-	-
<b>Produits des opérations de crédit-bail et de location simple</b>		
<b>Produits des opérations diverses</b>	<b>24 834 172</b>	<b>2 638 118</b>
Commissions de tenue de compte	-	-
Commissions sur chèques et effets	-	-
Commissions sur opérations de change	-	-
Profits sur opérations de change	24 834 172	2 638 118
Commissions sur engagements par signature	-	-
Profits sur titres de transaction	-	-
Produits sur autres opérations	-	-
<b>Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire</b>		
Revenus du portefeuille de participation	-	-
Revenus des prêts et titres à souscription obligatoire	-	-
Revenus du portefeuille de placement	-	-
Revenus du portefeuille de transaction	-	-
<b>PRODUIT NET BANCAIRE (solde débiteur)</b>	<b>18 812 847 059</b>	<b>15 810 225 113</b>
PRODUIT NET BANCAIRE (solde créditeur)	18 812 847 059	15 810 225 113
<b>Produits accessoires</b>	<b>5 258 001 399</b>	<b>3 745 964 595</b>
Ventes de marchandises	-	-
Revenus des biens meubles et immeubles	-	-
Refacturations de frais divers	-	-
Autres produits accessoires	5 258 001 399	3 745 964 595
<b>PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (solde débiteur)</b>		
PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (solde créditeur)	21 104 432 918	16 821 505 980
Reprises d'amortissements	-	-
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (solde débiteur)</b>		
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (solde créditeur)	19 372 043 146	14 661 482 031
Reprises de provisions	159 960 819	77 093 931
Reprises de provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-
Reprises d'autres provisions	159 960 819	77 093 931
Rentrées sur créances abandonnées	-	-
<b>RESULTAT COURANT (solde débiteur)</b>		
Subventions d'exploitation et d'équilibre	-	-
Produits exceptionnels ou sur exercices antérieurs	-	-
Plus-values sur cessions d'actifs	-	-
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (solde débiteur)</b>		
RESULTAT COURANT (solde créditeur)	19 523 854 995	14 463 652 023
RESULTAT EXCEPTIONNEL (solde créditeur)		
<b>RESULTAT AVANT IMPOT SUR LE RESULTAT (solde débiteur)</b>		
RESULTAT AVANT IMPOT SUR LE RESULTAT (solde créditeur)	19 523 854 995	14 463 652 023
<b>PERTE DE L'EXERCICE (solde débiteur)</b>		
	-	-



COMPTES D'EXPLOITATION - CHARGES (AIRTEL MONEY SA)		
Libellés poste	31/12/2023	31/12/2022
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>17 983 935 732</b>	<b>16 447 598 653</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires ....	-	-
Intérêts sur opérations du marché monétaire	-	-
Intérêts sur autres valeurs données en pension	-	-
Intérêts sur emprunts et comptes à terme	-	-
Intérêts sur emprunts au jour le jour	-	-
Intérêts sur comptes à vue	-	-
Commissions sur opérations de trésorerie et interbancaires	-	-
Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts sur bons de caisse	-	-
Intérêts sur autres dépôts à régime spécial	-	-
Intérêts sur dépôts à terme	-	-
Intérêts sur comptes sur livrets	-	-
Intérêts sur autres comptes à vue	-	-
Intérêts des autres comptes de la clientèle	-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	-	-
Charges sur opérations bancaires diverses	<b>17 902 418 237</b>	<b>16 346 941 863</b>
Frais engagés et commissions sur chèques et effets	-	-
Commissions et frais sur titres	-	-
Commissions et frais sur opérations de change	-	-
Pertes sur opérations de change	21 752 989	27 449 544
Commissions sur engagements par signature	-	-
Autres commissions et frais bancaires	17 880 665 248	16 319 492 319
Pertes sur titres de transaction	-	-
Charges sur ressources permanentes	<b>81 517 494</b>	<b>100 656 790</b>
Intérêts et commissions sur emprunts obligataires	-	-
Intérêts et commissions sur emprunts participatifs	-	-
Intérêts et commissions sur dettes subordonnées	-	-
Intérêts sur comptes bloqués des actionnaires	-	-
Intérêts sur autres ressources permanentes	-	-
Commissions sur ressources permanentes	81 517 494	100 656 790
<b>PRODUIT NET BANCAIRE (solde créditeur)</b>	<b>18 812 847 059</b>	<b>15 810 225 113</b>
PRODUIT NET BANCAIRE (solde débiteur)	-	-
Stocks vendus et achats de marchandises	-	-
Charges générales d'exploitation	2 966 415 540	2 734 683 729
Frais d'assistance technique	1 334 220 508	904 438 938
Frais d'inspection	-	-
Frais de formation du personnel	-	-
Autres charges d'exploitation	1 632 195 033	1 830 244 791
<b>PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (solde créditeur)</b>	<b>21 104 432 918</b>	<b>16 821 505 980</b>
PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (solde débiteur)	-	-
Charges de personnel	799 757 852	708 894 091
Rémunérations	740 239 403	656 688 200
Charges sociales et diverses	59 518 449	52 205 891
Impôts et taxes	259 621 056	822 290 694
Dotations aux amortissements	673 010 863	628 839 164
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (solde créditeur)</b>	<b>19 372 043 146</b>	<b>14 661 482 031</b>
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (solde débiteur)	-	-
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	-	-
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-
Autres provisions	8 148 970	1 728 092
Pertes sur créances irrécouvrables	-	273 195 847
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-	273 195 847
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-	-
<b>RESULTAT COURANT (solde créditeur)</b>	<b>19 523 854 995</b>	<b>14 463 652 023</b>
Charges exceptionnelles et sur exercices antérieurs	-	-
Moins-values sur cessions d'actifs	-	-
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (solde créditeur)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
RESULTAT COURANT (solde débiteur)	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL (solde débiteur)	-	-
<b>RESULTAT AVANT IMPOT SUR LE RESULTAT (solde créditeur)</b>	<b>19 523 854 995</b>	<b>14 463 652 023</b>
RESULTAT AVANT IMPOT SUR LE RESULTAT (solde débiteur)	-	-
IMPOT SUR LE RESULTAT	6 033 452 388	4 288 943 778
<b>BENEFICE DE L'EXERCICE (Solde créditeur)</b>	<b>13 490 402 606</b>	<b>10 174 708 244</b>

## ANNEXES : NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 1. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES

- **Déclaration de conformité au Plan Comptable des Etablissements de Crédit**

Par arrêté n°070.22/MER du Ministère de l'Economie et de la Relance du 17 octobre 2022, Airtel Money S.A., avait obtenu l'agrément lui conférant la qualité d'établissement de paiement, à la suite de la décision COBAC D-2022/096 du 13 juillet 2022 portant avis conforme d'Airtel Money S.A., en qualité d'établissement de paiement.

Compte tenu de la réception tardive dudit agrément et de sa publication au Journal officiel du 24 octobre 2022, les états financiers annuels 2022 avaient été présentés selon l'ancien référentiel comptable SYSCOHADA révisé qui était applicable.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, et en application de l'article 19 du Règlement COBAC R 2019-02, Airtel Money, S.A. a présenté ses états financiers conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) en vigueur depuis juillet 1998. Par voie de conséquence, en vue de permettre la comparabilité, la présentation des comptes d'ouverture (2022) a été retraitée pour se conformer à ce nouveau référentiel.

Le changement de référentiel a principalement impacté les postes suivants :

SYSCOHADA	Poste*		
	PCEC	Bilan	Compte de résultat
CHIFFRE D'AFFAIRES	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		X
Revenus financiers et assimilés	Produits des opérations diverses		X
PASSIF CIRCULANT	Comptes de tiers	X	
Créances et emplois assimilés	Réalisables à court terme	X	
Autres dettes	Dépôts de la clientèle	X	
CAPITAUX PROPRES	Situation nette	X	

\*Les principaux postes dont les intitulés diffèrent de l'ancien référentiel

- **Indication des règles et méthodes comptables**

Les états financiers ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables retenus par le **Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC)**, notamment :

- La permanence des méthodes
- La transparence
- La séparation des exercices

- La prudence
- L'intangibilité du bilan d'ouverture
- L'importance significative
- La prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique
- La régularité
- La sincérité

Ces états financiers sont établis sur la base des hypothèses de base à savoir la continuité de l'exploitation et la comptabilité d'engagement.

### **1.1 Immobilisations**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements y afférents sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les taux d'amortissements appliqués sont les suivants :

Licences	10 ans
Logiciels	3 ans
Aménagements et installations	15 ans
Matériel	5 ans
Mobilier/Matériel administratif et autres équipements	5 ans
Matériel Informatique	3 ans
Matériel et Mobilier de bureau	5 ans
Mobilier de logement	5 ans
Matériel de transport	5 ans

### **1.2 Autres créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Suivant l'âge et le type de créances, une provision pour dépréciation est constatée.

### **1.3 Trésorerie et équivalents**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités en caisse, solde des comptes Trust et soldes bancaires.



#### **1.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle :**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes : autres comptes créditeurs.

#### **1.5 Charges à répartir**

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

#### **1.6 Provisions**

Les provisions sont comptabilisées lorsque AIRTEL MONEY SA a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

#### **1.7 Commissions dans le compte de produits et charges**

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

Deloitte Touche Tohmatsu  
Immeuble LBS (ex GML)  
P.O BOX 4660  
Libreville  
Gabon  
NIF : 793742 T  
RCCM : 2001B001172  
Tel : +241 011 77 21 43 - 011 77 21 42  
Fax: + 241 011 74 41 92 - 011 76 08 27  
[www.deloitte.com](http://www.deloitte.com)

**AIRTEL MONEY S.A.**

Limited Company with Board of Directors

P.O. Box 23 899  
Libreville  
Gabonese  
Republic

**STATUTORY AUDITOR'S REPORT OF THE  
ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

Year ended December 31, 2023

Airtel MONEY S.A  
Limited company with Board of Directors  
P.O. Bx 23 899  
Libreville  
Gabonese Republic

**STATUTORY AUDITOR'S REPORT OF THE  
ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

Year ended December 31,2023

To the Shareholders of AIRTEL MONEY S.A.,

Pursuant to the mandate given to us by your General Assembly, we hereby report on the following for the year ended December 31, 2023 :

- the audit of annual financial statements of AIRTEL MONEY S.A. attached to this report ;
- the specific verifications required by law and other information.

**I. AUDIT OF ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

**1.1 Opinion**

We have audited the annual financial statements of AIRTEL MONEY SA, which comprise the balance sheet showing positive equity for an amount of 15,366 million as at December 31, 2023, statement showing a net profit for the year ended December 31, 2023 amounting to FCFA 13,490 million, as well as a summary of the main accounting policies and other explanatory information contained in the notes to the financial statements.





In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects the financial position of the Company as at December 31, 2023 and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with accounting standards of the Bank Commission of Central Africa (COBAC), and particularly the COBAC regulation R98/01 relative to the Accounting Plan of Credit Establishments (PCEC) in the CEMAC zone.

## **1.2 Basis of opinion**

### **Audit framework**

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs) in compliance with Regulation No. 01/2017/CM/OHADA of 8 June 2017 on the harmonization of the practices of accounting and auditing professionals.

Our responsibilities under those standards are further described in the "Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements" section of this report.

### **Independence**

We are independent of the Company in accordance with the Code of Ethics for Professional Accountants and audit published by Regulation No. 01/2017/CM/OHADA referred to above, together with the independence requirements governing the statutory auditor, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

## **1.3 Emphasis of matter**

Without qualifying the opinion expressed above, we draw your attention to note 1 bis to the 2023 annual financial statements, relating to the impact of the change of accounting framework applied by the company Airtel Money SA starting on the 2023 financial year.

## **1.4 Responsibilities of the Governing body for the annual financial statements**

The annual financial statements were prepared by management and approved by the Board of Directors on April 29, 2024, on the information available at that date.

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with the accounting standards of the COBAC, provisions and general principles of the Accounting Plan of Credit Establishments (PCEC) in CEMAC zone in force since July 1998 and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Board of Directors



either intends to liquidate the Company or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

### **1.5 Auditor's responsibilities for the audit of the annual financial statements.**

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion.

Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

Our responsibilities for the audit of the annual financial statements are detailed in Appendix 1 of this report.

## **II. Specific verifications required by law and other information**

The responsibility for the other information lies with the Board of Directors. The other information consists of the management report of the Board of Directors and the documents addressed to the sole shareholder on the financial situation and the annual financial statements.

Our opinion on the annual financial statements does not extend to the other information and we do not express any opinion on this information.

Our responsibility as statutory auditors is to:

- perform the specific procedures required by law and, in doing so, to verify that the information contained in the management report of the Board of Directors and in the documents addressed to the sole shareholder with respect to the financial position and the annual financial statements is fairly stated and agrees with the annual financial statements, and to verify that certain legal and regulatory requirements have been complied with in all material respects.
- In addition, our responsibility is to read the other information and consequently, assess whether there is any material misstatement between it and the annual financial statements or with our knowledge obtained in the course of our audit, or whether the other information appears to be materially misstated.

If, based on our work on the specific procedures or on the other information, we conclude that there is a material misstatement, we are required to report that fact.

We have no comment to make as to the fair presentation and the conformity with the annual financial statements of the information given in the report of the Board of Directors and in the other documents addressed to the General Meeting with respect to the financial position and the annual financial statements for the year ended December 31, 2023.



Done at Libreville, April 30, 2024

**The Statutory Auditor**

**Deloitte Touche Tohmatsu**

**Yves Parfait NGUEMA**

Partner – CEMAC Registered Accountant



## **APPENDIX 1 ON THE RESPONSIBILITIES OF THE STATUTORY AUDITOR FOR THE AUDIT OF FINANCIAL STATEMENTS**

*This appendix is an integral part of the auditor's report.*

As part of our procedures, we comply with:

- the requirements of International Standards on Auditing ("ISA") and;
- the specific obligations stated by the OHADA Uniform Act relating to the Law of Commercial Companies and EIG.

In more detail,

- We comply with the ethical rules relating to the audit of annual financial statements presented in the Code of Ethics of Professional Accountants of the International Ethics Standards Board for Accountants (the IESBA Code) and the independence rules governing the statutory auditor;
- We maintain professional skepticism, which involves assessing evidence contradicting other evidence obtained, information questioning the reliability of documents and responses to information requested to be used as evidence, situations that may reveal possible fraud, and circumstances that suggest the need to perform audit procedures in addition to those required by the ISAs;
- We exercise professional judgment throughout the audit, in particular in making decisions about materiality and audit risk, the nature, timing and extent of audit procedures to be performed to satisfy the requirements of the ISAs and to obtain audit evidence, and to determine whether sufficient and appropriate audit evidence has been obtained, and whether further work is required to achieve the objectives of the ISAs and, accordingly, the auditor's overall objectives, the assessment of management's judgments related to the applicable financial reporting framework, the basis for conclusions drawn from the audit evidence obtained, such as the assessment of the reasonableness of assessments made by management in preparing the financial statements;
- We prepare throughout the audit procedures that provides sufficient and appropriate evidence of the work performed, the basis for our audit report and evidence that the audit was planned and performed in accordance with ISAs and in compliance with applicable legislative and regulatory requirements;
- We identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- We obtain audit evidence that is sufficient and appropriate, regarding compliance with the provisions of laws and regulations that are expected to have a direct effect on the determination of the material amounts recorded and the information provided in the financial statements, perform specific audit procedures to identify non-compliance matters with other laws and regulations that may have a material effect on the financial statements, and provide an appropriate response to cases or suspected cases of non-compliance with laws and regulations identified during the audit;
- We also provide the Board of Directors with a statement to the effect that we have complied with the relevant rules of professional conduct concerning independence, and disclose to them, where applicable, all relationships and other factors that may reasonably be considered likely to affect our independence, together with the related safeguards;

# Deloitte.

- We obtain an understanding of the company's internal control in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the company's internal control. When significant deficiencies are identified, we communicate them to management.
- We assess the impact of identified misstatements on the audit and the impact of uncorrected misstatements on the financial statements, if any. We communicate them to the appropriate level of management, unless prohibited by law or regulation;
- We evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management;
- We evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;
- We identify relationships and transactions with related parties, whether or not the applicable financial reporting framework published related rules, in order to identify fraud risk factors, if any, arising from relationships and transactions with related parties that are relevant to the identification and assessment of the risks of material misstatement due to fraud, and conclude, based on the audit evidence obtained, whether the financial statements, although affected by such relationships and transactions, are fairly presented or are not misleading. In addition, when the applicable financial reporting framework contains rules relating to related parties, we obtain sufficient and appropriate audit evidence to determine whether the relationships and transactions with related parties have been properly identified and accounted for in the financial statements and whether relevant related information has been disclosed;
- We obtain audit evidence that is sufficient and appropriate, regarding events occurring between the date of the financial statements and the date of our report that require adjustment or disclosure in the financial statements have been appropriately addressed in the financial statements in accordance with applicable accounting standards;
- We conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report;
- We obtain written representations from the Management confirming that they consider that they have fulfilled their responsibilities with respect to the preparation of the financial statements and the completeness of the information provided to us. In addition, we corroborate other audit evidence related to the financial statements or specific related assertions through these written representations if considered necessary or if required by other ISAs;
- We ensure, throughout the audit, that equality between shareholders is respected, in particular that all shares of the same category benefit from the same rights;
- We must report to the next Shareholder's Meeting any irregularities and inaccuracies identified during the audit. In addition, we must report to the Public Prosecutor's Office any criminal acts of which we became aware during the audit, without our liability being engaged by this disclosure;
- We are bound by the obligation of professional secrecy with respect to facts, acts and information of which we have become aware.



ASSETS AIRTEL MONEY SA	31/12/2023			31/12/2022
	Gross values	Prov & dep	Net values	Net values
<b>Fixed assets</b>	<b>5,256,901,588</b>	<b>3,471,817,854</b>	<b>1,785,083,734</b>	<b>2,100,111,477</b>
Intangible assets	2,842,520,865	2,276,169,035	566,351,830	161,254,232
Land in banking operation	0		0	0
Land acquired under guarantee	0		0	0
Buildings in banking operation	0		0	0
Buildings acquired under guarantee	0		0	0
Operating assets	0		0	0
			0	0
			0	0
			0	0
Rental assets	0		0	0
Fixed assets in leasing	0		0	0
Fixed assets acquired as guarantee	0		0	0
Other tangible assets	2,414,380,724	1,195,648,819	1,218,731,904	1,938,857,245
Intangible assets in progress	0		0	0
Investments in progress	0		0	0
Advances and deposits	0		0	0
<b>Fixed assets</b>	<b>7,000,000</b>	<b>0</b>	<b>7,000,000</b>	<b>0</b>
Deposits and guarantees	7,000,000		7,000,000	0
Equity securities	0		0	0
Securitized debt investment securities	0		0	0
Loans and securities with compulsory subscrip	0		0	0
			0	0
<b>Customer commitments</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Long term	0		0	0
Middle term	0		0	0
Short term	0		0	0
Current accounts receivable	0		0	0
Other amounts due from customers	0		0	0
Unpaid and frozen receivables	0		0	0
Doubtful receivables with government guarante	0		0	0
Doubtful debts with collateral	0		0	0
Doubtful debts without collateral	0		0	0
Doubtful receivables under finance leases	0		0	0
Non-allocated assets	0		0	0
Related receivables	0	0	0	0
<b>Securities in collection</b>				
<b>Achievable in the short term</b>	<b>17,179,756,464</b>	<b>69,206,572</b>	<b>17,110,549,898</b>	<b>14,638,925,098</b>
Suppliers	2,289,011		2,289,011	1,013,917
Personnel	21,375,153	33,990	21,341,163	11,587,260
State	77,637,031		77,637,031	122,910,140
regularisation account	24,583,637		24,583,637	16,471,363
Liaison accounts	0		0	0
Currency adjustment accounts	0		0	0
Sundry debtors	17,053,871,632	69,172,582	16,984,699,055	14,486,942,418
Overdue receivables	0		0	0
<b>Treasury</b>	<b>46,423,062,095</b>	<b>44,872,919</b>	<b>46,378,189,176</b>	<b>40,033,327,348</b>
Investment securities	0		0	0
Central bank	0		0	0
Money Market	0		0	0
Other values received in repo	0		0	0
			0	0
Banks, sight 1	46,103,626,669	44,872,919	46,058,753,750	39,791,969,760
Banks, term loans	0		0	0
Banks, sight loans	0		0	0
Fixed assets	0		0	0
Cash	319,435,426		319,435,426	241,357,588
Other assets	0		0	0
Related receivables	0		0	0
<b>Total assets</b>	<b>68,866,720,148</b>	<b>3,585,897,345</b>	<b>65,280,822,808</b>	<b>56,772,363,922</b>

LIABILITIES AIRTEL MONEY SA	31/12/2023	31/12/2022
<b>Net position</b>	<b>15,366,311,620</b>	<b>12,875,909,014</b>
capital	500,000,000	500,000,000
reserves	100,000,000	100,000,000
Appropriation fund	0	0
Provision for general banking risks	0	0
Special and regulated provisions	0	0
Mutual guarantee funds	0	0
Subordinated debt and blocked accounts	0	0
Retained earnings CT	1,275,909,014	2,101,200,770
Retained earnings DT	0	0
Net income for the year	<b>13,490,402,606</b>	<b>10,174,708,244</b>
Prior-year tax credit	0	0
Shareholders unpaid called-up capital	0	0
Provision for risks and expenses	0	0
Provision for non-collection of lease payments	0	0
<b>Long- and medium-term debt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Long-term borrowings	0	0
Medium-term borrowings	0	0
Accrued liabilities 1	0	0
<b>Customer Deposits</b>	<b>40,458,910,925</b>	<b>35,918,779,745</b>
special regime	0	0
term deposits	0	0
sight deposit	0	0
other accounts payable	40,458,910,925	35,918,779,745
Related liabilities	0	
<b>Collection accounts</b>		
<b>Third parties accounts</b>	<b>9,455,600,264</b>	<b>7,977,675,164</b>
Supplier	102,042,690	304,728,598
Personnel	1	
State	5,858,876,738	4,276,399,895
regularisation account	2,273,512,640	1,601,544,340
Liaison Accounts	0	0
Currency adjustment accounts	0	0
Sundry creditors	1,221,168,196	1,795,002,330
Shareholders	0	
<b>Treasury</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>
Banks, term	0	0
Banks, sight	0	0
Related liabilities 2	-1	0
<b>Total liabilities</b>	<b>65,280,822,808</b>	<b>56,772,363,923</b>

INCOME STATEMENT - INCOME (AIRTEL MONEY GABON)		
Item description	31/12/2023	31/12/2022
<b>BANK OPERATING PRODUCTS</b>	<b>36,796,782,791</b>	<b>32,257,823,767</b>
<b>Income from treasury and interbank operations</b>	<b>601,873,254</b>	<b>35,019,059</b>
Interest on money market transactions	-	-
Interest on other securities received under repurchase agreements	-	-
Interest on loans and time deposits	-	-
Interest on overnight loans	-	-
Interest on current accounts 1	601,873,254	35,019,059
Commissions on treasury and interbank transactions	-	-
<b>Customer Transaction Products</b>	<b>36,170,075,365</b>	<b>32,225,442,826</b>
Interest on long-term loans	-	-
Interest on medium-term loans	-	-
Interest on short-term loans	-	-
Interest on accounts receivable	-	-
Commissions on customer transactions	36,170,075,365	32,225,442,826
Other income	-	-
<b>Income from leasing and operating rental transactions</b>		
<b>Income from miscellaneous operations</b>	<b>24,834,172</b>	<b>2,638,118</b>
Account management fees	-	-
Commissions on cheques and bills of exchange	-	-
Foreign exchange commissions	-	-
Profits on foreign exchange transactions	24,834,172	2,638,118
Commissions on commitments by signature	-	-
Profits on trading securities	-	-
Income from other operations	-	-
<b>Products from the securities portfolio and compulsory subscription loans</b>		
Income from investment portfolio	-	-
Income from loans and securities subject to mandatory subscription	-	-
Income from investment portfolio	-	-
Income from trading portfolio	-	-
<b>NET BANK INCOME (debit balance)</b>	<b>18,812,847,059</b>	<b>15,810,225,113</b>
NET BANK INCOME (credit balance)	18,812,847,059	15,810,225,113
<b>Accessory Income</b>	<b>5,258,001,399</b>	<b>3,745,964,595</b>
Sale of goods	-	-
Income from movable and immovable property	-	-
Re-invoicing of miscellaneous costs	-	-
Other accessory income	5,258,001,399	3,745,964,595
<b>GLOBAL OPERATING INCOME (debit balance)</b>		
GLOBAL OPERATING INCOME (credit balance)	21,104,432,918	16,821,505,980
Reversals of depreciation	-	-
<b>GROSS OPERATING RESULT (debit balance)</b>		
GROSS OPERATING RESULT (credit balance)	19,372,043,146	14,661,482,031
Reversals of provisions	159,960,819	77,093,931
Reversals of provisions for depreciation of customer accounts	-	-
Reversals of provisions for depreciation of cash accounts	-	-
Reversals of other provisions	159,960,819	77,093,931
Returns on abandoned debts	-	-
<b>CURRENT RESULT (debit balance)</b>		
Operating and balancing subsidies	-	-
Exceptional income or from previous years	-	-
Capital gains on asset sales	-	-
<b>EXCEPTIONAL RESULT (debit balance)</b>		
CURRENT RESULT (credit balance)	19,523,854,995	14,463,652,023
<b>EXCEPTIONAL RESULT (credit balance)</b>		
<b>PROFIT BEFORE INCOME TAX (debit balance)</b>		
PROFIT BEFORE INCOME TAX (credit balance)	19,523,854,995	14,463,652,023
<b>LOSS OF THE YEAR (debit balance)</b>		

INCOME STATEMENT - EXPENSES (AIRTEL MONEY SA)		
Item description	31/12/2023	31/12/2022
<b>BANK OPERATING EXPENSES</b>	<b>17,983,935,732</b>	<b>16,447,598,653</b>
Expenses on treasury and interbank transactions....	-	-
Interest on money market transactions	-	-
Interest on other securities received under repurchase agreements	-	-
Interest on loans and time deposits	-	-
Interest on overnight loans	-	-
Interest on current accounts 1	-	-
Commissions on treasury and interbank transactions	-	-
Expenses on customer transactions	-	-
Interest on savings bonds	-	-
Interest on other special deposits	-	-
Interest on term deposits	-	-
Interest on passbook accounts	-	-
Interest on other current accounts	-	-
Interest on other customer accounts	-	-
Expenses on leasing and operating rental transactions	-	-
Expenses on miscellaneous banking transactions	<b>17,902,418,237</b>	<b>16,346,941,863</b>
Cheque and bill fees and commissions	-	-
Commissions and fees on securities	-	-
Commissions and fees on foreign exchange transactions	-	-
Losses on foreign exchange transactions	21,752,989	27,449,544
Commissions on signature commitments	-	-
Other banking fees and commissions	17,880,665,248	16,319,492,319
Losses on trading securities	-	-
Expenses on permanent resources	<b>81,517,494</b>	<b>100,656,790</b>
Interest and commissions on bond loans	-	-
Interest and commissions on participatory loans	-	-
Interest and commissions on subordinated debt	-	-
Interest on shareholders' blocked accounts	-	-
Interest on other permanent resources	-	-
Commissions on permanent resources	81,517,494	100,656,790
<b>NET BANK INCOME(credit balance)</b>	<b>18,812,847,059</b>	<b>15,810,225,113</b>
NET BANK INCOME (debit balance)	-	-
Inventories sold and purchases of goods	-	-
General exploitation expenses	2,966,415,540	2,734,683,729
Technical support fees	1,334,220,508	904,438,938
Inspection fees	-	-
Staff training costs	-	-
Other operating expenses	1,632,195,033	1,830,244,791
<b>GLOBAL OPERATING INCOME (credit balance)</b>	<b>21,104,432,918</b>	<b>16,821,505,980</b>
GLOBAL OPERATING INCOME (debit balance)	-	-
Staff costs	799,757,852	708,894,091
Remuneration	740,239,403	656,688,200
Social and miscellaneous charges	59,518,449	52,205,891
Dues and taxes	259,621,056	822,290,694
Depreciation and amortization	673,010,863	628,839,164
<b>GROSS OPERATING RESULT (credit balance)</b>	<b>19,372,043,146</b>	<b>14,661,482,031</b>
GROSS OPERATING RESULT (debit balance)	-	-
Provisions for depreciation of customer accounts	-	-
Provisions for depreciation of cash accounts	-	-
Other provisions	8,148,970	1,728,092
Bad debt losses	-	273,195,847
Bad debts covered by provisions	-	273,195,847
Bad debts not covered by provisions	-	-
<b>CURRENT RESULT (credit balance)</b>	<b>19,523,854,995</b>	<b>14,463,652,023</b>
Exceptional items and prior-year charges	-	-
Capital losses on asset disposals	-	-
<b>EXCEPTIONAL RESULT (credit balance)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
CURRENT RESULT (debit balance)	-	-
EXCEPTIONAL RESULT (debit balance)	-	-
<b>PROFIT BEFORE INCOME TAX (credit balance)</b>	<b>19,523,854,995</b>	<b>14,463,652,023</b>
PROFIT BEFORE INCOME TAX (debit balance)	-	-
INCOME TAX	6,033,452,388	4,288,943,778
<b>PROFIT FOR THE YEAR (Credit balance)</b>	<b>13,490,402,606</b>	<b>10,174,708,244</b>

## APPENDICES: NOTES ON ACCOUNTING POLICIES

### 1. MAIN ACCOUNTING POLICIES

- **Declaration of compliance with the Accounting Plan of Credit Establishments**

By order no. 070.22/MER issued by the Ministry of the Economy and Recovery on October 17, 2022, Airtel Money Money S.A., had obtained approval as a payment institution, following COBAC decision D-2022/096 of July 13, 2022 granting Airtel Money S. the status of payment institution.

Given the late receipt of this approval and its publication in the Official Gazette on October 24, 2022, the 2022 annual financial statements had been presented in accordance with the previous revised SYSCOHADA accounting standards.

For the year ended December 31, 2023, and pursuant to Article 19 of COBAC Regulation R 2019-02, Airtel Money, S.A. has presented its financial statements in accordance with the Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) in force since July 1998. Consequently, to enable comparability, the presentation of the opening financial statements (2022) has been restated to comply with this new standard.

The change in accounting standards mainly affected the following items :

SYSCOHADA	Job*		Income statement
		PCEC	
TURNOVER	BANKING INCOME		X
Financial income	Income from various operations		X
CURRENT LIABILITIES	Third-party accounts	X	
Receivables and assimilated	Short-term realizable	X	
Other liabilities	Customers deposits	X	
SHAREHOLDERS' EQUITY	Net situation	X	

\*the main items whose titles differ from the old reference system

- **Accounting policies and methods**

The financial statements have been prepared in accordance with the accounting principles and methods set out in Accounting Plan of Credit Establishment (PCEC), in particular :

- Consistency of methods
- transparency
- Separation of accounting periods
- prudence
- Intangibility of the opening balance sheet
- Materiality
- The pre-eminence of economic reality over legal appearance
- Regularity
- Sincerity

These financial statements have been prepared on the basis of the basic assumptions of going concern and accrual accounting.



## 1.1 Fixed assets

Fixed assets are valued at acquisition cost. They are depreciated on a straight-line basis over their estimated useful lives.

The depreciation rates applied are as follows :

Licenses	10 years
Software	3 years
Fixtures and fittings	15 years
Equipment	5 years
Office furniture and other equipment	5 years
Computer equipment	3 years
Office equipment and furniture	5 years
Housing Furniture	5 years
Transport equipment	5 years

## 1.2 Other receivables

Receivables are valued at their face value. Depending on the age and type of receivables, a provision for depreciation is recorded.

## 1.3 Cash and equivalents

Cash and cash equivalents include cash on hand, balances of Trust accounts and bank balances.

## 1.4 Amounts owed to credit institutions and customers :

Amounts owed to credit institutions and customers are presented in the financial statements according to their initial maturity or their nature: other accounts payable.

## 1.5 Deferred charges

Deferred charges are expenses which, in view of their size and nature, are likely to be allocated to more than one year.

## 1.6 Provisions



Provisions are recognized when AIRTEL MONEY SA has a present obligation (legal or constructive) as a result of an event occurring after the balance sheet date.

It is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and the amount of the obligation can be reliably estimated.

### **1.7 Commissions in the income statement**

Income and expenses that remunerate the provision of a service are recognized as commissions as soon as they are invoiced as soon as they are invoiced.